

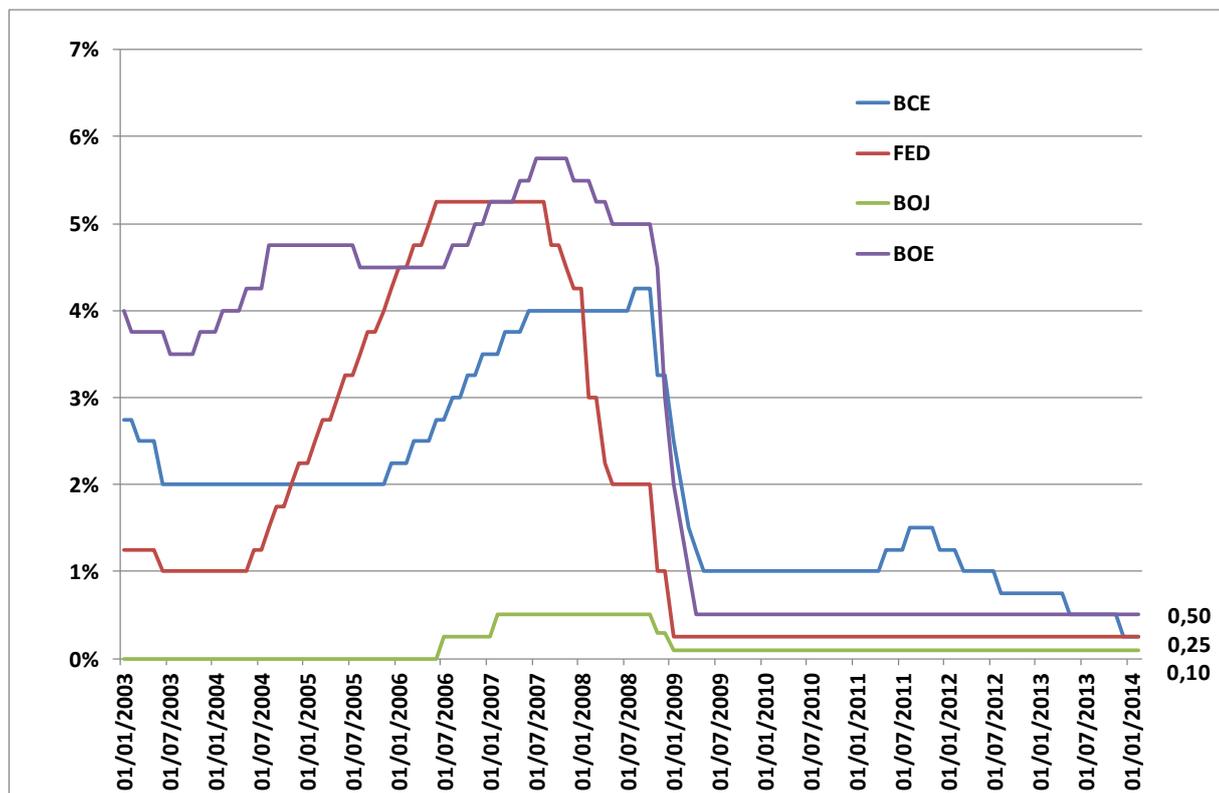
## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

#### La BCE laisse ses taux inchangés

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 6 février 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro restent faibles et les évolutions de la monnaie et du crédit sont atones. Les anticipations d'inflation pour la zone euro à moyen et long terme restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. Comme indiqué précédemment, nous traversons actuellement une période prolongée de faible inflation, qui sera suivie d'une remontée graduelle vers des taux d'inflation inférieurs à, mais proches de 2 % (...). Nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE. Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires. En ce qui concerne la volatilité récente du marché monétaire et ses implications éventuelles pour l'orientation de notre politique monétaire, nous suivons attentivement les évolutions et sommes prêts à examiner tous les instruments disponibles. Au total, nous restons fermement déterminés à conserver notre orientation largement accommodante et à prendre, si nécessaire, de nouvelles mesures décisives. »

Taux directeur des principales banques centrales



## Chômage

### Légère hausse des demandeurs d'emploi de catégorie A

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'est établi à 3 303 200 fin décembre 2013. Ce nombre est en hausse de 0,3 % par rapport à fin novembre 2013, soit +10 200 personnes. Sur un an, le chômage s'est accru de 5,7 %.

### Légère baisse du taux de chômage en ZE17

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,0% en décembre 2013, en légère baisse depuis octobre (12,1 %). Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 10,7% en décembre 2013, en baisse par rapport au taux de 10,8% relevé en novembre. En décembre 2013, 26,200 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 19,010 millions dans la zone euro. Par rapport à novembre 2013, le nombre de chômeurs a diminué de 162 000 dans l'UE28 et de 129 000 dans la zone euro. Comparé à décembre 2012, le chômage a décréu de 173 000 personnes dans l'UE28, mais s'est accru de 130 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,1 %) et au Luxembourg (6,2 %) ; à l'inverse, les plus élevés se retrouvent en Grèce (27,8 % en octobre 2013) et en Espagne (25,8 %).

### Baisse du taux d'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,7 % en janvier 2014, en baisse par rapport au mois de décembre 2013, où il était de 0,8 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en janvier (1,7 % contre 1,8 % en décembre), suivis des services (1,1 % contre 1,0 % en décembre), des biens industriels hors énergie (0,2 %, contre 0,3 en décembre) et de l'énergie (-1,2 % contre 0,0 % en décembre).

## Etats Unis

### Relèvement du plafond de la dette

La Chambre des représentants a approuvé mardi 11 février le relèvement du plafond de la dette de l'État fédéral jusqu'au 15 mars 2015. La mesure devra être entérinée par le Sénat.

## Asie/Pacifique

### Chine : Ralentissement de l'économie en 2014 ?

L'indice HSBC /PMI publié vendredi 7 février est descendu à 50,7, niveau le plus bas depuis août 2011. Il était à 50,9 en décembre, mais reste tout de même au-dessus du seuil des 50 points, frontière entre croissance et contraction de l'activité. Si la composante « nouvelles affaires » est au plus bas depuis 7 mois, certains analystes mettent en cause le nouvel an Chinois à l'origine de nombreuses fermetures de magasins. Par ailleurs, selon le bureau national des statistiques, l'indice PMI des directeurs d'achat du secteur des services était en janvier à 53,4 contre 54,6 en décembre 2013 (au plus bas depuis décembre 2008). Cette enquête est la troisième en deux semaines qui suggère une possible baisse de la croissance chinoise cette année.

### Japon : nouveau repli de la confiance des ménages

Selon une étude mensuelle effectuée par le gouvernement mi-janvier, auprès de quelque 5 700 foyers de deux personnes et plus, l'indice général de confiance s'est établi à 40,5 points en janvier, contre 41,3 points en décembre et 42,5 points en novembre. Or, cette étude a été réalisée à quelques semaines d'une hausse de la taxe sur la consommation qui va peser sur le pouvoir d'achat des ménages et qui risque de détériorer encore cet indice. Un résultat inférieur à 50 indique que les particuliers redoutent majoritairement une dégradation de l'environnement économique.

## Actualité législative

Décret du 27 janvier 2014 portant sur les modalités de mise en œuvre des opérations de virements et de prélèvements en euros mentionnées à l'article L. 712-8 du code monétaire et financier (« SEPA COM Pacifique »)  
[http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo\\_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20140128&numTexte=13&pageDebut=01639&pageFin=01640](http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20140128&numTexte=13&pageDebut=01639&pageFin=01640)

Arrêté du 27 janvier 2014 relatif aux exigences applicables aux opérations de virements et de prélèvements en euros définies à l'article L. 712-8 du code monétaire et financier  
[http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo\\_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20140128&numTexte=18&pageDebut=01640&pageFin=01641](http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20140128&numTexte=18&pageDebut=01640&pageFin=01641)

## 2 – Actualité régionale

### Japon : nouveau repli de la confiance des ménages

Selon une étude mensuelle effectuée par le gouvernement mi-janvier, auprès de quelque 5 700 foyers de deux personnes et plus, l'indice général de confiance s'est établi à 40,5 points en janvier, contre 41,3 points en décembre et 42,5 points en novembre. Or, cette étude a été réalisée à quelques semaines d'une hausse de la taxe sur la consommation qui va peser sur le pouvoir d'achat des ménages et qui risque de détériorer encore cet indice. Un résultat inférieur à 50 indique que les particuliers redoutent majoritairement une dégradation de l'environnement économique.

### Chine : ralentissement de l'économie en 2014 ?

L'indice HSBC /PMI publié vendredi 7 février est descendu à 50,7, niveau le plus bas depuis août 2011. Il était à 50,9 en décembre, mais reste tout de même au-dessus du seuil des 50 points, frontière entre croissance et contraction de l'activité. Si la composante « nouvelles affaires » est au plus bas depuis 7 mois, certains analystes mettent en cause le nouvel an chinois à l'origine de nombreuses fermetures de magasins. Par ailleurs, selon le bureau national des statistiques, l'indice PMI des directeurs d'achat du secteur des services était en janvier à 53,4 contre 54,6 en décembre 2013 (au plus bas depuis décembre 2008). Cette enquête est la troisième en deux semaines qui suggère une possible baisse de la croissance chinoise cette année.

### Australie : reprise de l'inflation et stabilisation du chômage

En Australie, l'indice des prix à la consommation progresse de 2,7 % sur un an à fin décembre 2013 (après +2,2 % à fin septembre). La hausse des prix a été portée au quatrième trimestre les fruits et légumes ainsi que par les services liés au tourisme. Parallèlement le taux de chômage se stabilise à 5,8 % de la population active sur le trimestre, mais reste en augmentation sur un an (+0,4 point).

Lors de sa réunion du 5 février, la banque centrale australienne (RBA) a laissé inchangé son taux directeur à 2,5 %.

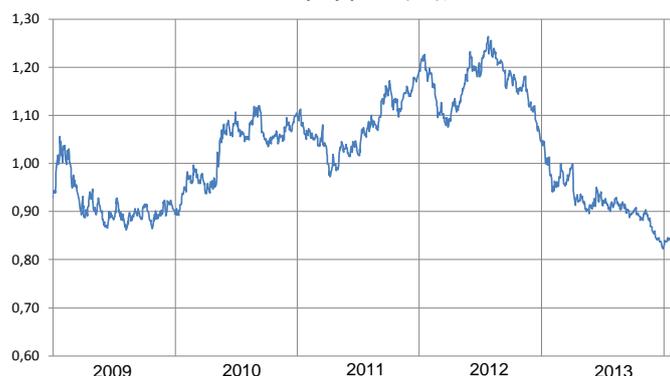
### Nouvelle-Zélande : la Chine devient son premier client grâce au lait en poudre

En 2013, la Chine devient le premier client de la Nouvelle-Zélande, place qu'occupait l'Australie depuis 1989.

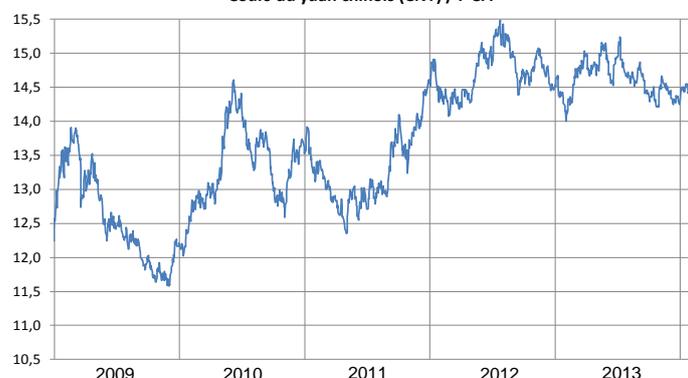
Les exportations de produits laitiers (lait en poudre, beurre et fromage) ont atteint un record de 13,4 milliards de dollars NZ, grâce à une forte augmentation des exportations de lait en poudre à destination de la Chine.

Les exportations néo-zélandaises atteignent ainsi 48,1 milliards de dollars NZ en 2013 (+2 milliards sur un an) contre 48,3 milliards pour les importations (+1 milliard).

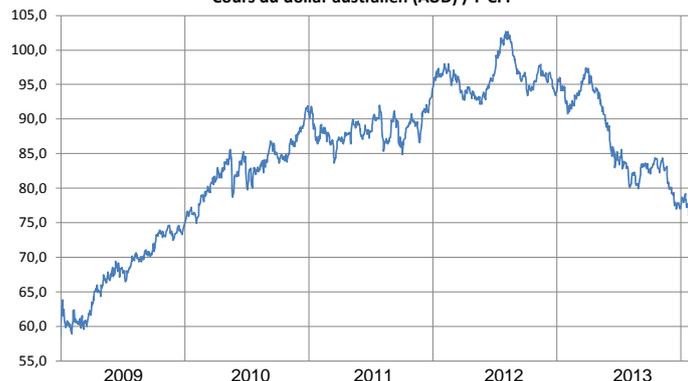
Cours du yen japonais (JPY) / F CFP



Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP



Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



L'indice des prix à la consommation augmente de + 0,1 % sur le trimestre (+1,6 % sur un an). L'augmentation du prix des services de logements et des voyages internationaux est partiellement compensée par la baisse des prix des légumes et de l'essence.

La banque centrale de la Nouvelle-Zélande a décidé, le 30 janvier, de maintenir inchangé son taux directeur, à 2,5 %. Une remontée des taux est toutefois envisagée, en raison de l'inflation dans le secteur de l'immobilier et de la construction.

### 3 – Brèves économiques locales

#### Nouvelle gamme de billets : diffusion rapide sur tout le territoire calédonien

L'introduction des nouveaux billets s'est déroulée dès le 20 janvier dans le Grand Nouméa et les villes de brousse. Les Îles Loyauté et l'Île des Pins ont pu être approvisionnées le mardi 21 janvier, grâce à la contribution des Forces Armées de Nouvelle-Calédonie.

Après une préparation le weekend des 18 et 19 janvier, un tiers des distributeurs automatiques du territoire délivrait dès le lundi matin 20 janvier les nouvelles coupures, sur un total de 240 distributeurs présents en Nouvelle-Calédonie. Les trois quarts du parc sont passés à la nouvelle gamme à la fin de la première semaine de basculement. Celui-ci devrait s'achever en fin de deuxième semaine.

Les épargnants peuvent déposer leurs anciens billets sur leur compte bancaire. A partir du 1<sup>er</sup> octobre 2014, les anciens billets resteront échangeables sans limitation de durée auprès de l'IEOM. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site : [www.nouveauxbillets.nc](http://www.nouveauxbillets.nc).

#### Interdiction d'exportation de minerais de nickel indonésien

Le 12 janvier dernier, le Président Indonésien M. Yudhoyono a signé une « réglementation gouvernementale » (décret) portant application de la loi Indonésienne de 2009 qui prévoit l'interdiction de toutes exportations d'Indonésie de minerais non-transformés. Cette mesure a entraîné un rebond du cours du nickel qui avait chuté en 2013 (-20,1 % sur un an).

#### Budget et promotion touristique

Le montant du budget destiné à la promotion touristique du territoire s'élève à 673 millions de F CFP en 2014. L'enveloppe budgétaire est répartie entre les trois groupements d'intérêt économique en charge de la promotion touristique locale (Nouvelle-Calédonie Tourisme, Tourisme Province Nord et Destination Îles Loyauté).

#### Rénovation du Méridien

Pour répondre aux nouvelles exigences internationales en matière de tourisme, la Société des Hôtels de Nouméa (SHN) propriétaire du Méridien Nouméa investit 2,6 milliards de F CFP dans la rénovation de l'hôtel. La première partie des travaux devrait être achevée mi-2014 et porte sur les 150 chambres. Les autres travaux concernent l'aménagement du nouveau faré, la réalisation d'un bar en bord de plage, la rénovation du restaurant « le Sextant » et la création d'un espace de 1 000 m<sup>2</sup> dédié au sport.

#### Un nouveau câble sous-marin dans la région

Un nouveau projet de câble sous-marin entre Port-Vila et Port Moresby (ICN2) devrait permettre début 2016 de relier des îles de l'archipel du Vanuatu avec sa capitale Port-Vila, mais aussi avec Honiara aux Îles Salomon, Port Moresby en Papouasie Nouvelle-Guinée et Nouméa. Ce projet viendra s'adosser au câble (ICN1) installé par Alcatel-Lucent fin 2013 et qui relie déjà les Îles Fidji et le Vanuatu.

#### La TGA rejetée

Le projet de loi du pays portant sur la mise en place de la TGA (taxe générale d'activité) a finalement été rejeté par le Congrès, lors de sa séance du 17 janvier. La TGA devait remplacer cinq impôts et taxes préexistants.

#### Signature d'un pacte social à Air Calédonie

Après 15 mois de négociations, la direction d'Air Cal et les représentants des syndicats ont abouti le 22 janvier à la signature d'un pacte social. Ce nouvel accord économique et social prévoit la baisse des salaires des pilotes et le gel des embauches en 2014. Plusieurs grands chantiers nécessaires au développement de la compagnie sont annoncés, notamment l'arrivée d'un quatrième avion ATR, le renouvellement intégral de la flotte et la mise en service d'une nouvelle plate-forme technique.

#### Réforme de la Caisse Locale de Retraite

Le Congrès a adopté le 22 janvier le plan de réforme de la Caisse locale de retraite (CLR). Ce programme préparé, par les partenaires sociaux s'appuie notamment sur l'augmentation du taux de cotisation patronale qui passera de 20,5 % à 22,5 % et la minoration de 5 % pendant trois ans des allocations pour les retraités partis avant le 1<sup>er</sup> avril 2006.

#### L'intéressement dans les entreprises calédoniennes

Le Congrès a voté le 22 janvier à l'unanimité la loi du pays rendant l'ouverture des négociations sur les primes d'intéressement obligatoire. Cette loi concernera les entreprises de plus de 50 salariés.

#### « June » : une dépression tropicale modérée

Le 18 janvier, la dépression « June » est passée près de l'extrême Nord du territoire. Les dégâts occasionnés par la dépression ont été, au final, limités. La direction de la sécurité civile du territoire, compétence transférée au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, avait placé la Province Nord en alerte orange et la Province Sud en pré-alerte.

**Aide humanitaire pour Tonga**

Le 17 janvier, un avion des Forces Armées de Nouvelle-Calédonie a décollé pour une opération d'acheminement de l'aide internationale vers l'île de Lifuka à Tonga, particulièrement touchée par le passage du cyclone Ian. Cette opération qui s'inscrit dans le cadre des accords de coopération FRANZ ( France Australie Nouvelle-Zélande) a bénéficié du support financier du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, du Congrès, de la Croix-Rouge française et des Forces Armées de Nouvelle-Calédonie.

**Publication**

L'IEOM a publié :

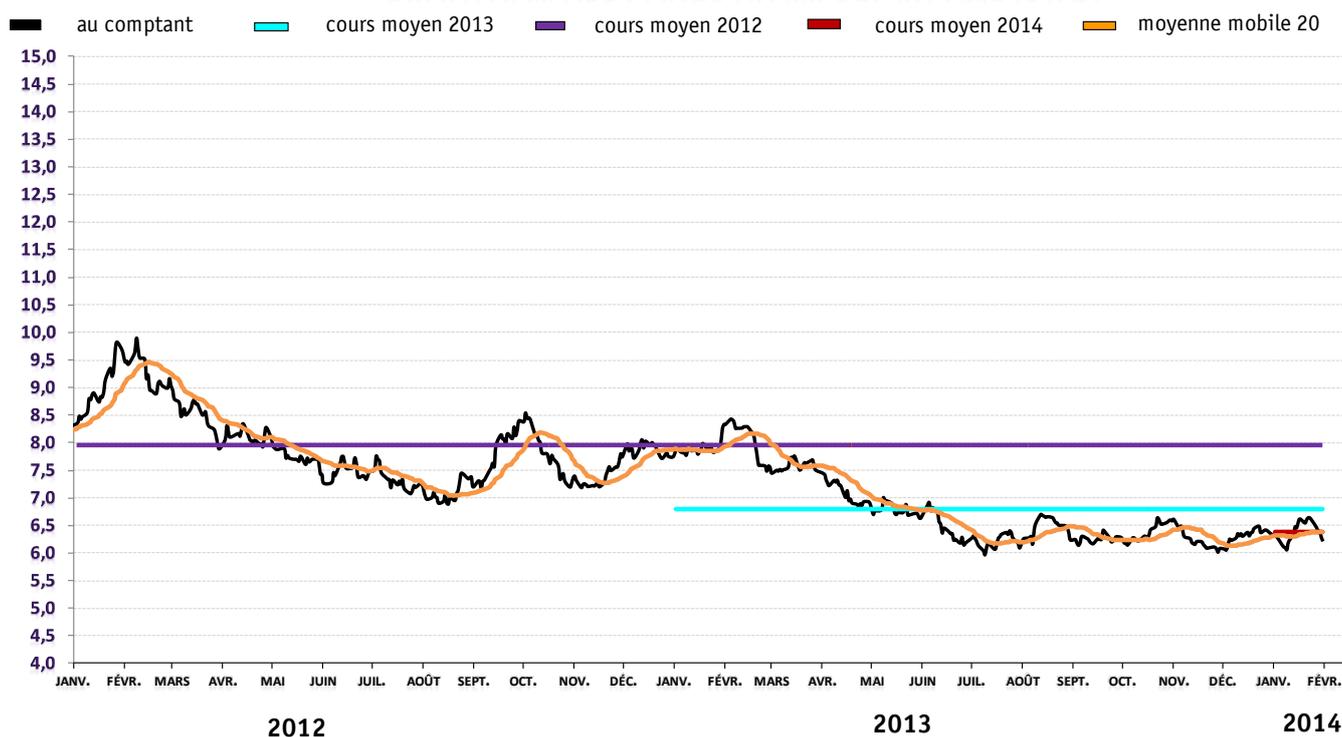
- la note expresse NE n°116 – Premières Tendances – 4<sup>e</sup> trimestre 2013.

**4 – Sélection d'indicateurs mensuels**

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		janv.-14	104,9	-0,1%	0,0%
Nombre de demandeurs d'emploi		déc.-13	5 491	-7,4%	12,7%
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b> (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	nov.-13	6 779	-15,8%	-30,1%
	cumulées	nov.-13	98 626	-	-11,4%
Importations	mensuelles	nov.-13	24 904	8,8%	-12,2%
	cumulées	nov.-13	262 698	-	-6,2%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
<b>NICKEL</b>					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		janv.-14	6,38	1,2%	-19,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		janv.-14	560	1,9%	-21,2%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	nov.-13	370	4,2%	-11,6%
	cumulées	nov.-13	3 699	-	-7,6%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	nov.-13	4 743	-18,1%	2,4%
	cumulées	nov.-13	60 134	-	6,9%
<b>TOURISME</b>					
• Touristes débarqués	mensuels	nov.-13	9 954	-3,8%	-7,4%
	cumulés	nov.-13	96 045	-	-3,8%
• Nuitées	mensuels	nov.-13	53 775	3,0%	-4,5%
	cumulés	nov.-13	550 382	-	-4,5%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		nov.-13	64%	+ 3,5 pts	- 5,5 pts
• Croisiéristes (p)		déc.-13	385 523	-	38,7%
<b>BTP</b>					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	oct.-13	11 432	11,5%	-1,3%
	cumulées	oct.-13	103 169	-	-0,8%
• Index BT 21 (p)		déc.-13	101,46	-0,1%	1,5%
• IRL (p)		déc.-13	119,92	0,1%	2,0%
<b>CREVETTES</b>					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	nov.-13	16	ns	ns
	cumulées	nov.-13	868	-	6,2%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	nov.-13	25	ns	ns
	cumulées	nov.-13	1 302	-	13,7%
<b>COMMERCE AUTOMOBILE</b>					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	sept.-13	469	-2,1%	-0,8%
	cumulées	sept.-13	4 845	-	-14,6%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

## ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	déc.-11	déc.-12	déc.-13	var 12/11	var 13/12
Circulation fiduciaire	16 109	17 337	16 236	7,6%	-6,4%
Dépôts à vue	246 497	266 446	280 834	8,1%	5,4%
<b>Total M1</b>	<b>262 606</b>	<b>283 783</b>	<b>297 070</b>	<b>8,1%</b>	<b>4,7%</b>
M2-M1	99 558	106 020	110 814	6,5%	4,5%
<b>Total M3</b>	<b>533 607</b>	<b>606 064</b>	<b>606 051</b>	<b>13,6%</b>	<b>0,0%</b>

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-11	sept.-12	sept.-13	var 12/11	var 13/12
Entreprises	411 992	455 321	455 772	10,5%	0,1%
Ménages	379 327	400 097	407 821	5,5%	1,9%
Collectivités locales	48 002	53 919	67 920	12,3%	26,0%
Autres agents de CCB non ventilés	13 066	14 525	17 054	11,2%	17,4%
<b>Total encours sain</b>	<b>852 388</b>	<b>923 862</b>	<b>948 567</b>	<b>8,4%</b>	<b>2,7%</b>
Créances douteuses brutes	19 237	19 340	21 174	0,5%	9,5%
<b>Total encours brut</b>	<b>871 625</b>	<b>943 202</b>	<b>969 740</b>	<b>8,2%</b>	<b>2,8%</b>

Interdits bancaires

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	déc.-13	7 725	-0,8%	7,7%
	dont personnes physiques	déc.-13	6 852	-0,9%	7,5%
	dont personnes morales	déc.-13	873	0,2%	9,3%



## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var .
<b>Indice des prix à la consommation</b>	janv*	104,87	104,91	0,0%
<b>Entreprises</b>				
nb d'entreprises (a)	déc.	54 697	57 190	4,6%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	déc.	48 133	50 516	5,0%
créations d'entreprises	sept	3 917	3 980	1,6%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 508	2 286	-8,9%
liquidations judiciaires (nb)	sept	117	85	-27,4%
redressements judiciaires (nb)	sept	94	52	-44,7%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc	799	873	9,3%
ventes de ciment local (tonnes)	oct	103 949	102 426	-1,5%
importations de ciment (tonnes)	oct	50	743	ns
total ciment (tonnes)	oct	103 999	103 169	-0,8%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	25 091	23 276	-7,2%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	nov	7 092	4 829	-31,9%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept	2 797	2 879	2,9%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	sept	89 659	90 812	1,3%
dont secteur privé	sept	64 701	65 422	1,1%
dont secteur public	sept	24 958	25 390	1,7%
demandes d'emploi de fin de mois	déc	4 873	5 491	12,7%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	déc	6 229	6 323	1,5%
chômeurs indemnisés	déc	1 712	2 047	19,6%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	janv*	887,6	899,3	1,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	6 374	6 852	7,5%
décisions retraits cartes bancaires	déc	3 269	3 042	-6,9%
incidents paiements sur chèques	déc	35 145	36 097	2,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	sept	5 674	4 845	-14,6%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	nov	15 935	13 786	-13,5%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	25 949	24 856	-4,2%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 685	12 523	-1,3%
<b>Echanges</b>				
nombre de touristes	nov	99 886	96 045	-3,8%
nombre de croisiéristes	déc	277 941	385 523	38,7%
taux d'occupation moyen depuis le 1 <sup>er</sup> janvier des hôtels de Nouméa	nov	58,9%	56,3%	-2,6 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	janv*	7,92	6,38	-19,4%
cours du nickel au LME en \$/lb	janv*	7,92	6,38	-19,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	nov	4 004	3 699	-7,6%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	nov	19 093	15 096	-20,9%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	nov	56 262	60 134	6,9%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	nov	84 054	70 493	-16,1%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	nov	817	868	6,2%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	nov	1 145	1 302	13,7%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	nov	104 292	86 891	-16,7%
part de ces produits dans le total des exportations	nov	93,7%	88,1%	-5,6 pts
total des importations (M FCFP)	nov	280 026	262 698	-6,2%
total des exportations (M FCFP)	nov	111 345	98 626	-11,4%
taux de couverture	nov	39,76%	37,54%	-2,2 pts
recettes douanières (M FCFP)	nov	46 252	44 408	-4,0%
<b>Indicateurs financiers (M de FCFP)</b>				
Dépôts à vue	déc	266 446	280 834	5,4%
M1	déc	283 783	297 070	4,7%
M2	déc	389 803	407 884	4,6%
Dépôts à termes	déc	216 220	198 128	-8,4%
M3	déc	606 064	606 051	0,0%
P1	déc	3 822	3 760	-1,6%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	5,36%	4,96%	-0,40 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,20%	4,37%	0,17 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,70 %	4,31 %	-0,39 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	juil	6,86 %	7,08 %	0,22 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	943 202	969 740	2,8%
Ménages	sept	400 097	407 821	1,9%
dont crédits à la consommation	sept	73 407	74 420	1,4%
dont crédits à l'habitat	sept	320 417	327 098	2,1%
Entreprises	sept	455 321	455 772	0,1%
dont crédits d'exploitation	sept	87 163	80 184	-8,0%
dont crédits d'investissement	sept	240 783	241 766	0,4%
dont crédits à la construction	sept	112 425	117 250	4,3%
Collectivités locales	sept	53 919	67 920	26,0%
dont d'investissement	sept	52 336	65 403	25,0%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	14 525	17 054	17,4%
créances douteuses brutes	sept	19 340	21 174	9,5%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,1%	2,2%	0,1 pt
ensemble des actifs financiers	sept	671 642	712 111	6,0%
Ménages	sept	354 529	366 069	3,3%
Sociétés	sept	224 507	229 326	2,1%
Autres agents	sept	92 607	116 717	26,0%
dont assurances-vie	sept	101 536	104 234	2,7%

(p) : provisoire (a) : actualisé

\*2013/2014

## 2 – Actualité régionale

---

### [Le Fonds Pacifique 2014 alloue une enveloppe de 150 millions de francs CPF aux trois collectivités françaises](#)

Le Fonds de coopération économique et culturelle pour le Pacifique alimenté par l'État français va financer un ensemble de projets contribuant à l'intégration régionale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna. Il prévoit l'attribution d'une aide de 150 millions de francs CFP sous forme de subvention à laquelle s'ajoute une enveloppe de 40 millions du gouvernement de Nouvelle-Calédonie. Lors de la réunion du comité directeur le 23 janvier dernier à Paris, les responsables ont identifié des pistes d'actions. Parmi celles-ci figurent plusieurs projets agricoles nécessitant un renforcement de la coopération entre les chambres de l'agriculture des États de la région (Vanuatu, Fidji) et les collectivités françaises voisines. D'autres secteurs profiteront de cette allocation notamment l'enseignement supérieur et la formation professionnelle, avec un accent sur la promotion de la francophonie. Ce fonds financera également des projets environnementaux et de prévention des risques naturels. Le premier d'entre eux, « Ornset », vise à créer un réseau de surveillance sismologique de la zone mélanésienne.

### [Aide humanitaire post-cyclonique à Tonga](#)

Le cyclone tropical Ian s'est abattu le 11 janvier dernier sur les îles du Nord de Tonga faisant une victime ainsi que d'importants dégâts au Nord de l'archipel (îles de Lefuka, Ha'ano et Foa). Classé en catégorie 5 (la plus importante), le cyclone a enregistré des vents de 250 km/h et des rafales supérieures à 280 km/h. Les télécommunications ont été coupées et de nombreux bâtiments sinistrés. Près de 60 % des logements de ces îles ont été détruits ou endommagés. Plus de la moitié de la population, estimée à 8 000 personnes, a dû être évacuée trouvant refuge dans des centres communautaires. Au vu de l'importance des dégâts, le gouvernement tongien a sollicité l'aide internationale. Le ministre des Affaires étrangères néo-zélandais a ainsi annoncé une aide de 1,9 million de dollars néo-zélandais (soit environ 135 millions de francs CFP). Finançant le déploiement des ONG sur place, cette aide a permis de rétablir le réseau électrique et l'acheminement de l'eau potable. Dans le cadre de l'accord « FRANZ », un avion CASA en provenance de Nouvelle-Calédonie a par ailleurs apporté du matériel d'urgence sur l'archipel. Le royaume de Tonga est le premier État à profiter du nouveau programme régional d'assurance contre les catastrophes naturelles émanant de la Banque mondiale. Le dispositif vise à débloquer très rapidement des aides d'urgence en soutien aux économies fragiles exposés aux risques naturels.

### [Épidémie de dengue dans la région Pacifique Sud](#)

Transmise par les moustiques tout comme le zika ou le chikungunya, l'épidémie de dengue continue de progresser à Fidji où la barre des 1 000 cas a été récemment franchie. Malgré différentes campagnes de sensibilisation menées par les autorités locales afin de juguler l'épidémie, celle-ci tend néanmoins à se développer. Sans faire de victime jusqu'à présent, la majorité des cas se concentre sur Suva et sa grande banlieue. Aux îles Salomon, l'épidémie qui avait touchée plus de 7 600 personnes est en voie de ralentissement. Suite à l'apparition de cas jugés inquiétant, l'archipel du Vanuatu a également lancé une campagne de sensibilisation aux bonnes pratiques auprès de la population. En l'absence de vaccin, malgré des recherches avancées et prometteuses, la prévention reste la priorité des autorités locales au plus fort de la saison humide de l'été austral.

## 3 – Brèves locales

### Intronisation du nouveau « Tu'iagaifo » d'Alo à Futuna

Le 17 janvier dernier, Petelo Sea a été intronisé nouveau roi d'Alo à Futuna, qui compte deux royaumes. Il succède à Petelo Vikena, lequel avait abdicé en janvier 2010. En corollaire de cet événement, la désignation de nouveaux responsables coutumiers devrait intervenir dans un avenir proche. Le Secrétaire général de l'Administration supérieure du Territoire, le Député, le Sénateur et le Président de l'Assemblée territoriale ont fait le déplacement pour assister à la cérémonie.

Parallèlement, à Wallis, le Lavelua (roi) a nommé un nouveau Kalai Kivalu (premier ministre coutumier), Aukusitino Manakofaiva, qui succède à Setefano Hanisi.

### Renouvellement de la gamme de billets en francs CFP

Depuis le 20 janvier dernier, les nouveaux billets en francs CFP sont en circulation à Wallis et à Futuna. L'opération se déroule de façon fluide et sans incident particulier. Il s'agit désormais de sortir peu à peu de la circulation fiduciaire les billets de l'ancienne gamme. Au 31 janvier, près de 13 % des anciens billets mis en circulation avaient déjà été récupérés par l'IEOM. Rappelons que, du 20 janvier au 30 septembre 2014, durant la période dite de « double circulation », la population peut régler ses achats aussi bien avec les anciens que les nouveaux billets. À partir du 1<sup>er</sup> octobre 2014, seule la nouvelle gamme de billets aura cours légal et sera acceptée en tant que moyen de règlement. L'échange des anciennes coupures ne pourra alors se faire pour les particuliers qu'auprès de l'IEOM.

### Timbres à l'effigie des nouveaux billets

Très prochainement, le Service des Postes et Télécommunications de Wallis-et-Futuna va émettre quatre timbres sur le thème de la nouvelle gamme de billets en francs CFP. Leur valeur faciale sera croissante selon le billet qui y est représenté : à titre d'exemple, le timbre à l'effigie du billet de 500 F CFP aura une valeur faciale de 50 F CFP, et celui avec le billet de 10 000 F CFP coûtera 800 F CFP. Des enveloppes Premier Jour ont également été prévues pour marquer l'évènement. La date précise de la sortie des vignettes et de la mise en vente des souvenirs philatéliques sera communiquée ultérieurement par le SPT. Une émission de timbres sur cette thématique est parallèlement organisée par les services de postes de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

### Le registre d'immatriculations des navires de Mata'Utu

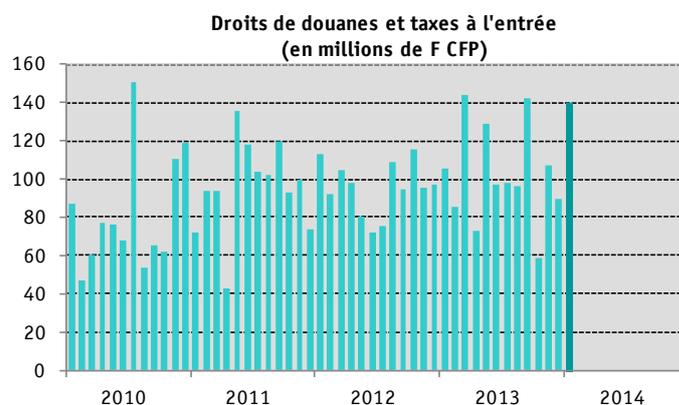
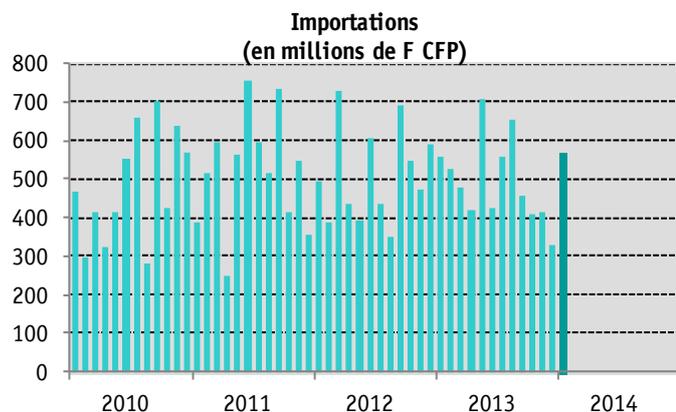
Le port d'immatriculation de Mata'Utu est, après le Registre International Français (RIF) à Marseille, le second registre de navires battant pavillon français et armés au commerce international. Le RIF offre des avantages en matière fiscale pour les personnels navigants résidant en métropole ou dans les DOM (impôt sur le revenu réduit) et en matière sociale pour les armateurs (charges sociales patronales réduites à l'ENIM). Ces derniers sont cependant contraints de respecter une proportion minimale de 25 % de ressortissants européens parmi leur équipage, voire 35 % si le navire bénéficie du dispositif d'aide fiscale au titre de son acquisition (article 5 de la loi 2005-412). Bien qu'il impose également un quota en termes de nationalité (au moins 25 % de l'équipage et tous les officiers doivent être français), le registre de Mata'Utu permet au navire et à son équipage de bénéficier du régime douanier et fiscal local du Territoire. Les taxes annuelles de francisation et d'immatriculation à acquitter par les armateurs sont relativement faibles (de 1,8 à 54,5 millions de francs CFP selon le tonnage). Le 5 février dernier, Robert Laufoaulu, sénateur de Wallis-et-Futuna, a interrogé Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche, sur la volonté du gouvernement de consolider le registre de Wallis-et-Futuna. Il a notamment demandé à ce que soient autorisés les casinos embarqués sur les bateaux immatriculés à Mata'Utu, sachant que les sept bateaux actuellement immatriculés localement sont des navires de croisière. Les taxes d'immatriculation de navires et de francisation prélevées en 2013 se sont élevées à 18,6 millions de francs CFP, ce qui représente 1 % des recettes fiscales de l'archipel.

## 4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	4T 13		116,73	-	1,8%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>	janv-14		89 149	-	2,0%
<b>Nombre d'emplois salariés</b>	sept-13		2 158	-	5,2%
<b>Échanges extérieurs (millions de XPF)</b>					
Importations	mensuelles	janv-14	570	73,8%	2,5%
	cumulées	janv-14	570	-	2,5%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	janv-14	140	55,6%	33,1%
	cumulés	janv-14	140	-	33,1%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	janv-14	46	-	30,1%

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
<b>SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>					
<b>Énergie</b>					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	déc-13	1 667	9,6%	18,6%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-13	613	5,8%	8,7%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-13	150	7,5%	-13,0%
<b>Transports</b>					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-13	3 075	10,3%	0,4%
	cumulé	déc-13	33 048	-	12,1%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-13	1 369	17,0%	2,2%
	cumulé	déc-13	13 083	-	-7,0%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	janv-14	4	33,3%	0,0%
	cumulées	janv-14	4	-	0,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	janv-14	15	-6,3%	7,1%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

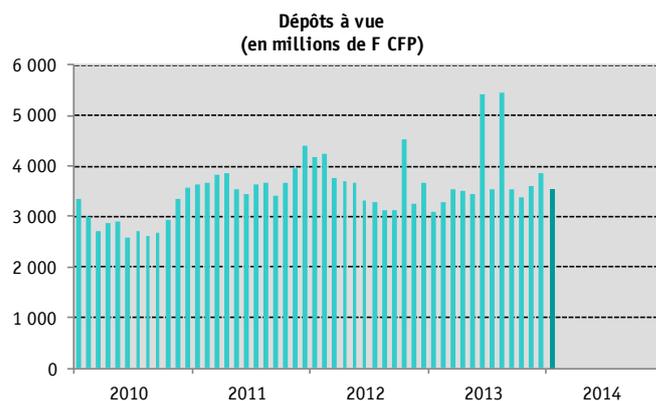
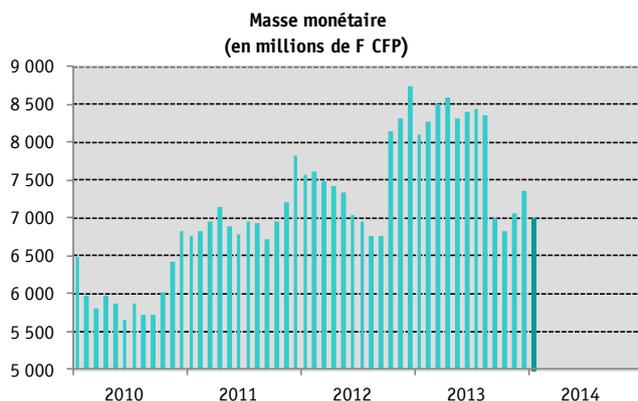


## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Nette contraction de la masse monétaire en rythme annuel

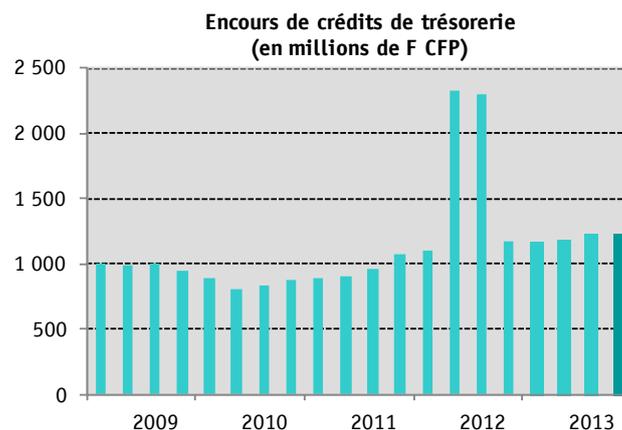
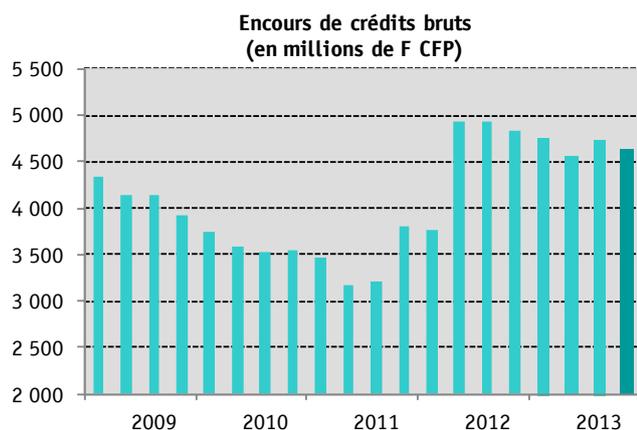
en millions de F CFP	janv-13	déc-13	janv-14	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 099	2 168	2 113	-2,5%	0,7%
Dépôts à vue	3 105	3 871	3 554	-8,2%	14,5%
<b>Total M1</b>	<b>5 204</b>	<b>6 039</b>	<b>5 667</b>	<b>-6,1%</b>	<b>8,9%</b>
M2-M1	541	487	512	5,1%	-5,4%
<b>Total M3</b>	<b>8 096</b>	<b>7 356</b>	<b>7 000</b>	<b>-4,8%</b>	<b>-13,5%</b>



### Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

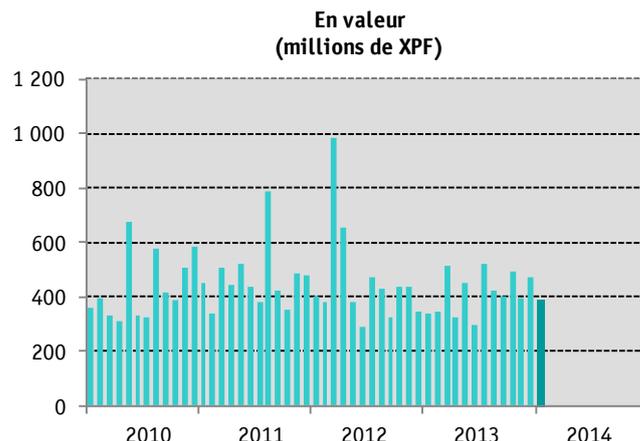
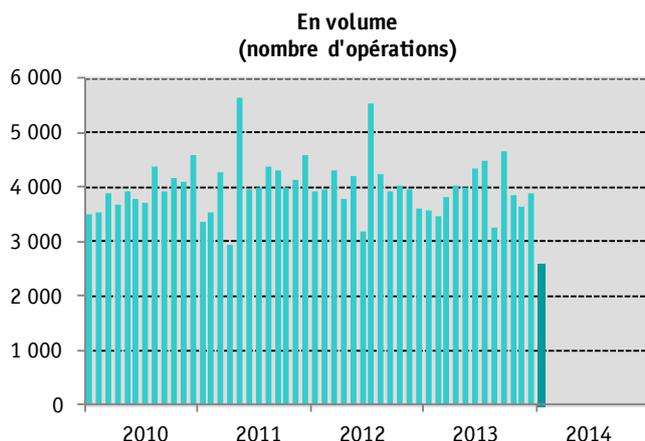
en millions de F CFP	déc-11	déc-12	déc-13	▲/an
Crédits de trésorerie	1 075	1 168	1 228	5,1%
Crédits à l'équipement	1 537	2 366	2 189	-7,5%
Crédits à l'habitat	422	498	398	-20,1%
Autres crédits	221	324	349	7,9%
Total encours sain	3 255	4 356	4 164	-4,4%
Créances douteuses brutes	547	484	469	-3,0%
<b>Total encours brut</b>	<b>3 802</b>	<b>4 839</b>	<b>4 633</b>	<b>-4,3%</b>



### Compensation

Baisse du nombre d'opérations de compensation

	janv-13	déc-13	janv-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 560	3 891	2 567	2 567	-34,0%	-27,9%
Compensation (en millions de FCFP)	340	470	386	386	-17,9%	13,3%



Incidents bancaires

Baisse des incidents de paiement sur chèque

en nombre	déc-12	nov-13	déc-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	74	41	40	871	-2,4%	-45,9%
Retraits de cartes bancaires	5	0	0	16	-	-100,0%

Interdits bancaires

Recul du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	déc-12	nov-13	déc-13	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>408</b>	<b>358</b>	<b>344</b>	<b>-3,9%</b>	<b>-15,7%</b>
- dont personnes physiques	397	345	330	-4,3%	-16,9%
- dont personnes morales	11	13	14	7,7%	27,3%

Cotation

Nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM en progression

en nombre	janv-13	déc-13	janv-14	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>43</b>	<b>47</b>	<b>48</b>	<b>2,1%</b>	<b>11,6%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	15	15	16	6,7%	6,7%

## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	▲/an
<b>Indicateurs économiques</b>				
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	4T	114,62	116,73	1,8%
<b>Entreprises</b>				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	décembre	11	14	27,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	janvier	82	93	12,6%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	janvier	5	0	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	janvier	7	8	14,3%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	septembre	2 052	2 158	5,2%
dont secteur privé	septembre	831	879	5,8%
dont secteur public	septembre	1 221	1 279	4,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	janvier	517	528	2,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	décembre	397	330	-16,9%
décision retrait cartes bancaires (nb)	décembre	5	0	-
incidents paiements sur chèques (nb)	décembre	74	40	-45,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	janvier	181	141	-22,1%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	janvier	67	93	37,5%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	janvier	25	46	83,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	janvier	7	7	0,0%
<b>Échanges extérieurs en millions de XPF</b>				
importations	janvier	556	570	2,5%
exportations	janvier	-	-	-
recettes douanières	janvier	142	188	32,6%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	janvier	105	140	33,1%
dont taxes intérieures de consommation	janvier	36	46	30,1%
<b>Indicateurs financiers</b>				
<b>La masse monétaire en millions de XPF</b>				
Dépôts à vue	janvier	3 105	3 554	14,5%
M1	janvier	5 204	5 667	8,9%
M2	janvier	5 746	6 180	7,6%
Dépôts à terme	janvier	2 350	821	-65,1%
<b>M3</b>	janvier	<b>8 096</b>	<b>7 000</b>	<b>-13,5%</b>
<b>Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues</b>				
décembre		<b>4 839</b>	<b>4 633</b>	<b>-4,3%</b>
Ménages	décembre	1 561	1 530	-2,0%
<i>dont crédits à la consommation</i>	décembre	1 561	1 530	-2,0%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	décembre	370	281	-24,1%
Entreprises	décembre	2 513	2 370	-5,7%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	décembre	78	112	43,8%
<i>dont crédits d'investissement</i>	décembre	2 126	1 985	-6,6%
Collectivités locales	décembre	240	204	-15,0%
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	42	60	45,4%
créances douteuses brutes	décembre	484	469	-3,0%
taux de créances douteuses	décembre	10,0%	10,1%	0,1 pt
<b>Ensemble des actifs financiers</b>				
Ménages	décembre	3 076	3 252	5,7%
<i>dont assurances-vie</i>	décembre	963	986	2,3%
Sociétés	décembre	2 075	1 806	-13,0%
Autres agents	décembre	3 627	2 110	-41,8%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, Contributions diverses

## 2 – Brèves économiques régionales

---

### Chine : Ralentissement de l'économie en 2014 ?

L'indice HSBC /PMI publié vendredi 7 février est descendu à 50,7, niveau le plus bas depuis août 2011. Il était à 50,9 en décembre, mais reste tout de même au-dessus du seuil des 50 points, frontière entre croissance et contraction de l'activité. Si la composante « nouvelles affaires » est au plus bas depuis 7 mois, certains analystes mettent en cause le nouvel an Chinois à l'origine de nombreuses fermetures de magasins. Par ailleurs, selon le bureau national des statistiques, l'indice PMI des directeurs d'achat du secteur des services était en janvier à 53,4 contre 54,6 en décembre 2013 (au plus bas depuis décembre 2008). Cette enquête est la troisième en deux semaines qui suggère une possible baisse de la croissance chinoise cette année.

### Japon : nouveau repli de la confiance des ménages

Selon une étude mensuelle effectuée par le gouvernement mi-janvier, auprès de quelque 5 700 foyers de deux personnes et plus, l'indice général de confiance s'est établi à 40,5 points en janvier, contre 41,3 points en décembre et 42,5 points en novembre. Or, cette étude a été réalisée à quelques semaines d'une hausse de la taxe sur la consommation qui va peser sur le pouvoir d'achat des ménages et qui risque de détériorer encore cet indice. Un résultat inférieur à 50 indique que les particuliers redoutent majoritairement une dégradation de l'environnement économique.

### Nouvelle-Zélande : indice des prix à la consommation et marché du travail

L'indice des prix à la consommation (IPC) enregistre une hausse de +0,1 % au dernier trimestre 2013 (+0,9 % en septembre 2013). Les tarifs des transports aériens internationaux (+12 %) et intérieurs (+6,7 %) et les vacances (+7,3 %) sont les principaux contributeurs à la hausse tandis que les légumes (-20 %) et le pétrole (-3,5 %) freinent la tendance. En glissement annuel, le CPI progresse de 1,6 %.

La Banque Centrale de Nouvelle-Zélande conserve son principal taux directeur, l'Official cash rate à 2,5 % (réunion du 30 janvier 2014).

Sur le quatrième trimestre 2013, le marché du travail se consolide. Le taux de chômage tombe à 6 % de la population active (6,2 % en septembre 2013 et 6,8 % en décembre 2012) et le taux d'emploi s'améliore de 0,3 point sur le trimestre (64,7 % en décembre 2013 contre 64,4 % en septembre) et de 1,1 sur l'année (63,6 % en décembre 2012).

### Australie : politique monétaire

Au regard de l'état, à fin 2013, de l'économie mondiale (expansion américaine, convalescence pour l'Europe, reprise au Japon, maintien des objectifs en Chine) et australienne (croissance de la demande des ménages, solidité de la construction, amélioration de la confiance des entreprises), la banque centrale australienne (RBA) a décidé, lors de sa réunion mensuelle du 5 février 2014, de ne pas modifier son principal taux directeur, le Cash rate. Ce dernier demeure ainsi à 2,5 % en dépit d'une inflation un peu au-dessus des anticipations.

En effet, en décembre 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'inscrit en hausse de 0,8 % par rapport au trimestre précédent (+1,2 % en septembre 2013) et de 2,7 % en glissement annuel. Sur le trimestre, les plus importantes évolutions concernent les vacances et loisirs domestiques (+6,9 %) et internationaux (+2,6 %, les fruits (+8,1 %) et les légumes (+7,1 %). A contrario, le prix de l'essence diminue de 1,1 %.

## 3 – Brèves économiques locales

---

### Finances publiques

#### Accord d'un crédit de 68 millions de F CFP de l'AFD à la commune de Pirae

Le jeudi 23 janvier, la commune de Pirae et l'Agence Française de Développement (AFD) ont signé une convention de crédit d'un montant de 68 millions de F CFP. Ce prêt, à taux d'intérêt bonifié, se couple à des subventions du Pays dans le cadre du financement du budget d'investissement de la commune pour l'année 2013. Les investissements envisagés portent sur la construction de la couverture du plateau sportif de Pirae Uta, la création d'abris-bus et de sanitaires publics dans la commune.

### Promulgation de la loi "Zone de Mahana Beach"

La loi de pays « portant création de la zone prioritaire d'aménagement et de développement touristique de Mahana Beach » a été promulguée au Journal Officiel de la Polynésie française (JOPF) du vendredi 24 janvier. Le texte indique que « la zone prioritaire d'aménagement et de développement touristique a pour objet de permettre à la Polynésie française d'intervenir pour réaliser ou faire réaliser l'aménagement et l'équipement de terrains en vue de la création, dans les meilleurs délais, d'un ensemble à vocation touristique qui pourra notamment comprendre des hôtels, des espaces commerciaux, des équipements sportifs et nautiques, un auditorium et un centre de congrès et de conférences, mais également un périmètre de protection de la zone patrimoniale de la pointe Tata'a. »

### 37,4 milliards de F CFP pour la commande publique en 2014

Le jeudi 6 février, le gouvernement a annoncé la mobilisation de 37,4 milliards de F CFP de crédits de paiement destiné à l'investissement public. Ce dernier devrait majoritairement être financé sur fonds propres du Pays à hauteur de 13,84 milliards de F CFP et par l'État pour un montant de 21 milliards F CFP via : le 3<sup>ème</sup> instrument financier (13,36 milliards de F CFP), le Contrat de projets (5,63 milliards de F CFP) et la dotation globale d'investissement pour l'Éducation (1,28 milliard de F CFP).

Les projets programmés concernent principalement les infrastructures aéroportuaires (mise aux normes d'aérodromes), maritimes (aménagement de quais et de marinas) et routières.

## Commerce

### Réélection à la tête de la Chambre de commerce des services et des métiers (CCISM)

À la suite de l'Assemblée générale constitutive de la CCISM, qui s'est tenue le mercredi 4 février à Papeete, M. Stéphane Chin Loy a été réélu président de l'établissement, poste qu'il occupait depuis le 25 août 2011.

## Outre-mer

### Création du Conseil Représentatif des Français d'Outre-mer (CREFOM)

Le 31 janvier 2014, le Conseil Représentatif des Français d'Outre-mer (CREFOM) a été créé au sein du ministère des Outre-mer. Présidé par M. Patrick Karam, le CREFOM est destiné à augmenter la visibilité de l'Outre-mer et à promouvoir les valeurs républicaines, de tolérance et du vivre ensemble. Cet organisme vient en remplacement de la délégation interministérielle pour l'égalité des chances.

Une réunion inter-régionale, accueillant les différentes délégations des collectivités d'Outre-mer, est prévue à Tahiti le 21 février 2014.

### Visite de M. Philippe la Cognata en Polynésie française

Lors de sa visite en Polynésie française du 10 au 16 février 2014, le Directeur des Instituts d'Émission d'Outre-mer, M. Philippe la Cognata, a été reçu par le Président M. Gaston Flosse. Cette rencontre a été l'occasion de présenter officiellement les nouveaux billets en circulation depuis le 20 janvier 2014 mais également d'évoquer la situation économique du pays.

## Ressources minières

### Permis d'exploitation du phosphate à Makatea

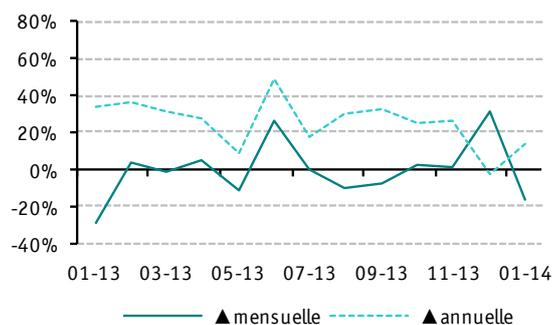
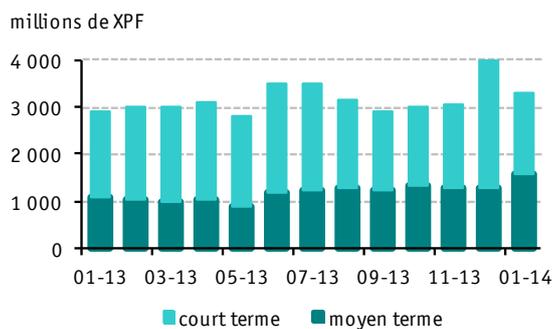
Lors du Conseil des ministres du 8 janvier 2014, le gouvernement a accordé à la société australienne « Avenir Makatea » un Permis exclusif de recherche (PER) portant sur deux secteurs miniers de l'île de Makatea, exploitée pour ses ressources en phosphate jusque dans les années soixante. Ce premier permis pourrait être étendu, après examen du comité des mines, à l'ensemble de la zone minière.

## 4 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Refinancement des établissements de crédit

#### Recul du refinancement à court terme en début d'année

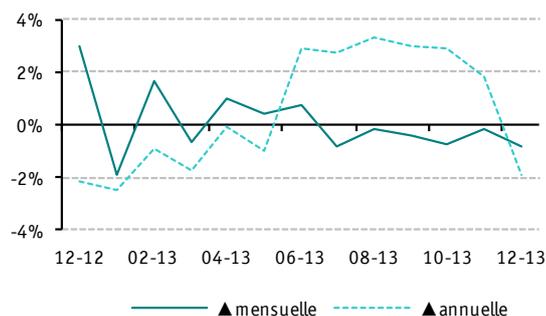
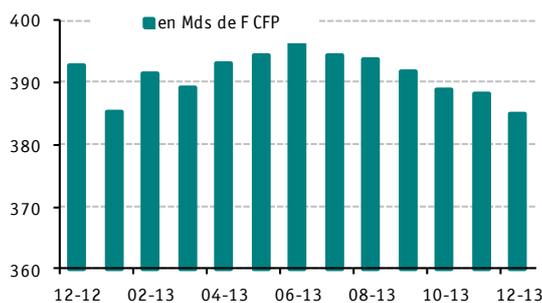
en millions de F CFP	janv-13	déc-13	janv-14	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 860	2 728	1 755	-35,7%	-5,6%
Utilisations à moyen terme	1 044	1 250	1 547	23,7%	48,1%
<b>Refinancement total</b>	<b>2 904</b>	<b>3 978</b>	<b>3 302</b>	<b>-17,0%</b>	<b>13,7%</b>



### Masse monétaire

#### Masse monétaire en retrait sur le mois

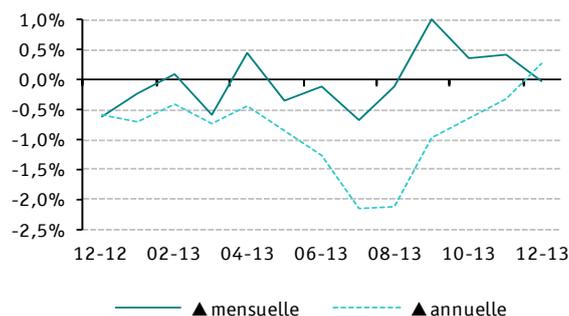
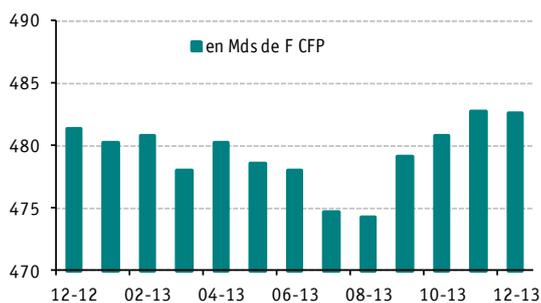
en millions de F CFP	déc-12	nov-13	déc-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 512	14 312	14 319	0,0%	-7,7%
Dépôts à vue	154 850	152 685	151 560	-0,7%	-2,1%
Comptes sur livrets	99 758	97 377	99 845	2,5%	0,1%
Comptes d'épargne logement	357	411	410	-0,2%	14,9%
Dépôts à terme	120 170	121 870	117 304	-3,7%	-2,4%
Autres	2 073	1 686	1 656	-1,7%	-20,1%
<b>Total M3</b>	<b>392 720</b>	<b>388 339</b>	<b>385 095</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-1,9%</b>



### Concours des banques locales à l'économie

#### Stagnation des concours bancaires

en millions de F CFP	déc-12	nov-13	déc-13	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	123 540	131 894	122 104	-7,4%	-1,2%
Crédits d'équipement	68 757	62 764	73 446	17,0%	6,8%
Crédits à l'habitat	164 050	160 128	164 840	2,9%	0,5%
Autres crédits	68 547	70 122	61 920	-11,7%	-9,7%
Créances douteuses brutes	56 428	57 857	60 321	4,3%	6,9%
<b>Total Concours de Caractère Bancaire</b>	<b>481 321</b>	<b>482 764</b>	<b>482 630</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,3%</b>



## Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
<b>Indicateurs macroéconomiques</b>							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	déc-13	107,57	107,68	108,73	1,0%	1,1%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	nov-13	115,3	113,1	113,5	0,4%	-1,6%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	déc-13	1 192	1 589	953	-40,0%	-20,0%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	déc-13	12 316	12 473	20 510	64,4%	66,5%
<i>(source : ISPF)</i>							
<b>Entreprises</b>							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	déc-13	2 112	2 003	8 183	ns	ns	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	déc-13	71	101	101	-0,2%	42,2%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc-13	87	99	159	60,6%	82,8%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc-13	465	467	478	2,4%	2,8%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
<b>Ménages</b>							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	déc-13	1 826	2 049	2 036	-0,6%	11,5%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	déc-13	3 277	3 147	3 559	13,1%	8,6%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	déc-13	164	210	212	1,0%	29,3%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	déc-13	3 074	2 808	2 791	-0,6%	-9,2%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
<b>Secteurs</b>							
<b>Agriculture</b>							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	déc-13	784	1 055	561	-46,8%	-28,4%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	déc-13	104	77	71	-7,4%	-31,5%	
<b>BTP</b>							
Importations de ciment (en M F CFP)	déc-13	100	253	286	13,3%	ns	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	déc-13	121	198	143	-27,8%	17,9%	
<b>Industrie</b>							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	déc-13	40	60	34	-43,1%	-14,7%	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	déc-13	51	25	46	86,5%	-9,2%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	déc-13	64	52	1	-97,7%	-98,1%	
<b>Tourisme</b>							
Nombre de touristes	déc-13	15 262	12 953	13 832	6,8%	-9,4%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	déc-13	57,6%	66,5%	51,0%	-15,5 pts	-6,6 pts	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
<b>Indicateurs financiers</b>							
<b>(Encours banques locales en M FCFP)</b>							
<b>Dépôts</b>							
Ménages	<i>Dépôts à vue</i>	déc-13	56 934	57 175	56 848	-0,6%	-0,2%
	<i>Comptes sur livret</i>	déc-13	94 009	91 547	93 922	2,6%	-0,1%
	<i>Dépôts à terme</i>	déc-13	62 920	68 780	68 465	-0,5%	8,8%
Entreprises	<i>Dépôts à vue</i>	déc-13	76 380	80 839	79 330	-1,9%	3,9%
	<i>Dépôts à terme</i>	déc-13	45 454	43 697	40 382	-7,6%	-11,2%
<b>Encours bancaires</b>							
Ménages	<i>Crédits de trésorerie</i>	déc-13	77 936	76 862	76 670	-0,2%	-1,6%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	déc-13	143 480	145 711	146 387	0,5%	2,0%
Entreprises	<i>Crédits de trésorerie</i>	déc-13	42 660	41 211	38 996	-5,4%	-8,6%
	<i>Crédits d'équipement</i>	déc-13	59 657	62 104	64 900	4,5%	8,8%
<i>(source : IEOM)</i>							

## 4 – Les taux

### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,25%	13/11/2013
taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	01/11/2013	0,05%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	3,25%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		
	31/01/2014	31/12/2013	Var. M-1	taux	date d'effet	
EONIA	0,2280%	0,4460%	- 0,218 pt	6,60%	15/10/2001	banques métropolitaines
EURIBOR 1 mois	0,2300%	0,2160%	+ 0,014 pt			banques locales
EURIBOR 3 mois	0,2960%	0,2870%	+ 0,009 pt			taux d'intérêt légal
EURIBOR 6 mois	0,3960%	0,3890%	+ 0,007 pt	0,04%	06/02/2014	année 2014
EURIBOR 12 mois	0,5590%	0,5560%	+ 0,003 pt	0,04%	01/03/2013	année 2013

taux d'intérêt en moyenne mensuelle				Définitions		
	31/01/2014	31/12/2013	Var. M-1	EONIA:	TME:	TRBOSP:
TEMPE	0,2051%	0,1694%	+ 0,036 pt	Euro OverNight Index Average	moyenne mensuelle de l'EONIA	taux de rendement brut des obligations du secteur privé
EURIBOR 1 mois	0,2240%	0,2160%	+ 0,008 pt			(dernier vendredi du mois)
EURIBOR 3 mois	0,2920%	0,2750%	+ 0,017 pt			
EURIBOR 6 mois	0,3960%	0,3720%	+ 0,024 pt			
EURIBOR 12 mois	0,5620%	0,5440%	+ 0,018 pt			
TMO	2,6100%	2,6100%	+ 0,000 pt			
TME	2,4100%	2,4100%	+ 0,000 pt			
TRBOSP	2,4700%	2,7000%	- 0,230 pt			

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	31/01/2014	31/12/2013	29/11/2013	31/01/2014	31/12/2013	29/11/2013	31/01/2014	31/12/2013	29/11/2013
taux JJ	0,130%	0,070%	0,115%	0,069%	0,078%	0,075%	0,450%	0,410%	0,480%
3 mois	0,250%	0,250%	0,230%	0,144%	0,148%	0,144%	0,530%	0,520%	0,500%
10 ans emprunts phares	2,650%	2,990%	2,770%	0,620%	0,740%	0,610%	2,710%	3,030%	2,770%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consenti	<b>7,96%</b>
Prêts à taux fixe	<b>5,04%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	<b>3,76%</b>
Prêts à taux variable	<b>4,51%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	<b>4,83%</b>
Prêts-relais	<b>5,23%</b>	Découverts en compte (1)	<b>13,31%</b>
<b>Autres prêts</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	<b>4,36%</b>
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	<b>20,23%</b>	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	<b>15,12%</b>	Découverts en compte (1)	<b>13,31%</b>
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	<b>10,35%</b>		

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	88,2892	1 NZD/XPF	71,5332	1 HKD/XPF	11,3683	1 GBP/XPF	145,2785	
100 JPY/XPF	86,3909	1 AUD/XPF	76,9088	1 SGD/XPF	69,0657	100 VUV/XPF	91,6761	1 FJD/XPF	46,6158